

La contre-révolution néoclassique

Bernard Conte

mel : conte@u-bordeaux4.fr

site web : <http://conte.u-bordeaux4.fr>

La deuxième moitié de la décennie 1970 a connu un retournement concernant la pensée économique dominante. Le consensus néo-keynésien, prévalant depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, s'est dissout du fait de la « contre-révolution » néoclassique qui s'est d'abord déroulée au Nord avant de se propager largement au Sud à partir de la crise de la dette, au début des années 1980.

Cette contre-révolution est le fruit d'une coalition des forces conservatrices et d'économistes « marginalisés » qui ont profité d'un contexte politico-économique favorable pour imposer leurs vues, notamment grâce à un recours important aux médias¹.

Par la suite, les théoriciens néoclassiques ont étendu leur contre-révolution au pays du Sud en tentant de démontrer l'homologie structurelle de ces pays avec ceux du Nord. Cette démarche étendant l'analyse néoclassique à l'ensemble de la planète a débouché sur le « Consensus de Washington ».

La contre-révolution néoclassique au Nord

Profitant d'un contexte favorable et de réseaux politiques de droite, les économistes de l'école de Chicago ont lancé et réussi la contre-révolution néoclassique qui va consacrer le règne de l'économie mathématique « pure ».

La stratégie de prise de pouvoir d'une minorité marginalisée

Les promoteurs majeurs de la contre-révolution néoclassique sont les économistes de l'université de Chicago (l'école de Chicago) dont le chef de file le plus emblématique est Milton Friedman.

Au début des années 1960, ces économistes se trouvent marginalisés par rapport aux keynésiens de la côte Est des Etats-Unis, principalement de Harvard, qui composent l'administration Kennedy. « *En l'absence de capital social et de relations, les économistes de l'université de Chicago - qui sont pour la plupart des immigrants de la première ou de la*

¹ Sur les détails de cette contre-révolution au Nord comme au Sud, lire l'excellent ouvrage de Yves Dezalay et Bryant G. Garth, *La Mondialisation des guerres de palais*, Paris, Collection Liber, Seuil, 2002.

deuxième génération - investissent dans les mathématiques, les théories de la rationalisation des choix publics (Public Choice), mais aussi dans les stratégies de la communication vis-à-vis des médias »². De plus, ils nouent des relations étroites « avec un petit groupe, alors très marginal, de républicains ultra-conservateurs et d'entrepreneurs qui se sentent exclus des réseaux d'échanges de faveurs entre les membres de l'establishment »³.

Au cours des années 1970, s'amorce la contre-révolution conservatrice qui va permettre aux théoriciens de l'économie « pure » d'obtenir la reconnaissance publique des thèses qu'ils défendent. « Les luttes autour de l'économie pure s'inscrivent dans des batailles pour le pouvoir, dont les médias sont l'instrument, mais aussi l'arbitre. Ces deux dimensions sont en réalité étroitement liées. Le glissement de ces débats doctrinaux vers le terrain médiatique n'a d'autre but que d'étendre à la sphère publique les querelles, souvent violentes, qui ont cours au sein des colloques universitaires. Cette lutte de concurrence a permis à un petit groupe d'intellectuels dominés d'imposer leurs idées (et de s'imposer eux-mêmes) au coeur du champ du pouvoir d'État et au sommet de celui de l'érudition économique. Leurs stratégies, qui relèvent tout autant de la lutte idéologique, mettent en évidence les différentes composantes, ou plutôt les différentes étapes, d'une même entreprise qui se développe dans des registres très divers, pour gagner de la reconnaissance sociale. Ainsi, après s'être investi dans le domaine scientifique, Milton Friedman déplace le combat vers la sphère publique, fait alliance avec les forces conservatrices et tire le maximum de profit des tribunes que lui offrent la presse financière et la télévision »⁴. Au cours de la période, les économistes néoclassiques bénéficient d'importants moyens de financement accordés par ceux qui ont intérêt à la dérégulation des activités économiques et financières (banques notamment).

Ainsi, grâce à l'utilisation « efficiente » des ressources politiques, médiatiques et financières mises à leur disposition par des éléments ultra-conservateurs⁵, les Chicago Boys ont réussi à imposer ce qui deviendra rapidement un impérialisme des idées néoclassiques.

Le contexte politico-économique favorable

L'environnement politico-économique des années 1970 se caractérise par l'apparition de turbulences génératrices d'instabilité. Ainsi, on assiste à l'effondrement du système du Gold Exchange Standard, à l'occurrence des deux chocs pétroliers qui engendrent la volatilité

² Yves Dezalay....., op. cit, p. 90.

³ Yves Dezalay....., op. cit, p. 90.

⁴ Yves Dezalay....., op. cit, p. 131.

⁵ Cf ; Yves Dezalay....., op. cit, p. 140.

du prix de l'énergie, à l'accélération de l'inflation et au creusement du déficit budgétaire des Etats-Unis, dû notamment à la guerre du Vietnam. De plus, l'entrée en crise du système fordiste, généralisé dans les pays développés, semble mettre en lumière les limites de la régulation keynésienne de l'économie fondée sur un rôle actif de l'Etat.

Ce contexte troublé bouleverse les certitudes portant sur les anciennes vérités économiques et ouvre la voie à une remise en cause de ces dernières.

Les formules choc (*sound bites*)

La vulgarisation de leurs théories et l'emploi de formules choc dans les medias permettent aux néoclassiques de toucher l'opinion publique. C'est surtout la diffusion de l'analyse de l'école du *Public Choice* qui aura l'impact le plus médiatique. James Buchanan⁶, fondateur de ladite école, applique l'analyse néoclassique à l'étude des choix politiques. Il s'attaque à l'image de l'Etat bienveillant œuvrant pour le bien-être collectif et propose une vision plus « réaliste » considérant les politiques publiques comme l'objet d'un marché politique. En effet, les décisions des hommes politiques ne font que refléter leurs intérêts ou ceux qu'ils représentent. De ce fait, l'intervention de l'Etat crée des rentes de situation en faveur des agents à la recherche de rentes (*Rent Seekers*)⁷, ce qui réduit l'efficacité économique et peut conduire à des crises. Le recours au marché est le seul moyen de lutter contre les comportements de recherche et de distribution de rentes et, par là-même de rétablir l'efficacité économique.

Ainsi, « *plus qu'une abstraction théorique, le Public Choice est un instrument tactique, un argument utilisé contre les monopoles, l'interventionnisme et la régulation par l'État. Ce sont surtout les centres d'études et de réflexion (Think Tanks) réactionnaires qui vont instrumentaliser cette théorie au service de leurs objectifs politiques* »⁸.

Le déploiement d'une stratégie multidimensionnelle efficace et le choix de coalitions dynamiques ont permis aux néoclassiques d'imposer leur doctrine dans les pays industrialisés. Une fois leurs objectifs atteints au Nord, les Chicago Boys vont s'intéresser aux pays du Sud

⁶ James Buchanan a reçu le prix Nobel d'économie en 1986.

⁷ Sur la recherche de rente voir : Anne Krueger (1974), « The political economy of rent-seeking society », *The American Economic Review*, Vol. 64, n° 3, pp. 291-303; Jagdish Bhagwati, (1982), "Directly Unproductive Profit-Seeking (DUP) Activities", *Journal of Political Economy* 90, (October), pp. 988-1002; Tollison, 1982 ; Jagdish Bhagwati et T.N. Srinivasan. (1980). "Revenue Seeking: A Generalization of the Theory of Tariffs," *Journal of Political Economy* 88, (December), pp. 1069-1087.

⁸ Yves Dezalay....., op. cit, p. 140.

pour tenter d'y imposer la monoéconomie néoclassique, notamment par le biais des institutions de Bretton Woods.

L'extension de la contre-révolution néoclassique au Sud

Jusqu'à la fin des années 1970, les thèses structuralistes des pionniers du développement, revendiquant pour la plupart une filiation keynésienne, constituaient la source d'inspiration principale des stratégies de développement mises en œuvre au Sud. Les structuralistes postulaient la spécificité des pays du Sud dont les caractéristiques structurelles, politiques, économiques, sociales et culturelles, rendaient inopérante l'analyse néoclassique standard. En conséquence, il convenait de créer un corpus théorique spécifique : l'économie du développement. Ce courant de pensée « *supposait l'existence d'une fonction de préférence sociale objective qui permettait d'explicitier et de hiérarchiser les différents objectifs du développement et d'en effectuer la mesure. Il appartenait alors à l'Etat de mettre en œuvre des stratégies capables d'atteindre ces objectifs*⁹ ».

Prenant le contre-pied des structuralistes, les néoclassiques vont tenter de démontrer qu'il existe une homologie structurale entre les pays du Nord et ceux du Sud. La spécificité du Sud invoquée par les structuralistes n'est en fait qu'apparence : les études économétriques permettant d'effectuer une analyse « scientifique » révèlent le contraire. De ce fait, l'analyse néoclassique conserve son caractère « universel » et peut donc s'appliquer au développement des pays du Sud, phénomène qui peut être résolu par la théorie de la croissance. De plus, concernant la fonction de préférence sociale objective, les néoclassiques soutiennent qu'elle « *n'a pas de sens et est socialement pernicieuse puisqu'elle se substituerait aux préférences des agents. Il est donc préférable que ceux-ci s'expriment directement, le marché étant considéré comme le lieu le plus adéquat pour une telle coordination sociale*¹⁰ ». Dans ces conditions, le périmètre de l'Etat doit être réduit au profit du marché gage d'équité.

L'application stricte des préceptes néoclassiques est la seule voie qui peut conduire les pays du Sud sur le chemin du développement. D'ailleurs, ce point de vue fera rapidement l'objet d'un consensus dit de Washington.

⁹G. Grellet, « Pourquoi les pays en voie de développement ont-ils des rythmes de croissance aussi différents ? », *Revue tiers monde*, t. XXXIII, n° 129, janvier-mars 1992. pp. 31-43.

¹⁰Ibidem.

La négation de la spécificité du Sud et du dualisme

La pensée structuraliste orthodoxe en matière de développement commença à voir son leadership menacé dès lors que la critique s'attaqua de front à l'axiome structuraliste du dualisme ainsi qu'à la distinction entre cas particulier (Sud) et cas général (Nord).

En effet, les structuralistes considéraient les agents (et particulièrement les paysans de base) et les institutions comme irrationnels. Cette irrationalité expliquait certains aspects du sous-développement à travers le dualisme spécifique des sociétés du tiers monde.

L'analyse micro-économique s'est intéressée à ce problème. Ainsi, de nombreux travaux ont tenté de montrer (sur la base d'études empiriques) que compte tenu des contraintes spécifiques attachées à leur environnement, les agents poursuivent des objectifs tout à fait rationnels : maximisation du revenu, minimisation du risque,... « *Ainsi des comportements qui peuvent apparaître économiquement irrationnels s'expliquent fort bien si nous prenons en compte le manque d'informations, les coûts d'accès au crédit et à l'assurance, les délais d'apprentissage des techniques et du fonctionnement du marché, les contraintes de temps¹¹ ou le rationnement des marchés¹² ».*

L'approche micro-économique s'est également attachée à montrer la rationalité des institutions¹³.

Ces efforts aboutirent à rétablir une présomption favorable en vue de l'application de la théorie standard pour l'analyse économique des pays en développement. Ce renouveau de l'analyse néoclassique contribua également à ébranler la conviction selon laquelle les pays industrialisés devaient assumer quasi-exclusivement la charge de l'ajustement mondial. Les pays pauvres étaient donc censés pouvoir s'ajuster de la même manière que les pays industrialisés.

De l'Etat développementaliste à l'Etat minimal

Les structuralistes faisaient une large place à l'intervention de l'Etat dans le processus de développement. Cette intervention se justifiait notamment en raison : (i) de l'inexistence ou de la défaillance des marchés, (ii) de la nécessité de mettre en oeuvre les réformes préalables nécessaires au développement (institutions, système éducatif, réseau de

¹¹ François-Régis Mahieu met l'accent sur les contraintes communautaires (pécuniaires, de temps...) assorties de sanctions. Voir : *Les fondements de la crise économique en Afrique, entre la pression communautaire et le marché mondial*, Paris, L'Harmattan, 1990.

¹² G. Grellet, « Pourquoi les pays en voie de développement ont-ils des rythmes de croissance aussi différents ? », *Revue tiers monde*, t. XXXIII, n° 129, janvier-mars 1992. pp. 31-43.

¹³ Voir notamment les travaux de Mançur Olson.

communications...), (iii) de l'exigence d'une coordination des efforts de développement et (iv) de la rareté des entrepreneurs privés nationaux. Au total, l'Etat se trouvait au cœur du processus de développement.

Dès la fin des années 1960, le développement semble marquer le pas dans de nombreux pays du Sud. Faisant appel à la théorie du *Public Choice*, les néoclassiques montrent que les blocages ont pour origine l'omniprésence de l'Etat dans l'économie. Le clientélisme politique et ethnique, le népotisme ont engendré des comportements caricaturaux de recherche et de distribution de rente rendant l'Etat inefficace, voire prédateur. Cette intégration du concept d'Etat malveillant peut être considérée comme une tentative d'incorporation des idées de certains économistes radicaux. En effet, un certain nombre de ces derniers considéraient l'Etat au Sud comme incapable d'agir dans l'intérêt général de la société, particulièrement en raison du fait qu'il se trouve captif d'une bourgeoisie nationale relativement autonome ou soumise au capitalistes des pays développés. Dans la nouvelle économie politique, le rôle tenu par la « *lumpen bourgeoisie*¹⁴ » est attribué à des groupes d'intérêts ne possédant aucun statut sociologique précis et qui sont créés et dissous au gré des intérêts personnels et fluctuants de leur membres individuels. L'opinion est que l'Etat reste captif et les décisions politiques ne se fondent pas sur la rationalité économique mais sont la résultante des pressions des groupes d'intérêt. L'Etat devient patrimonialiste, utilisant la politique économique pour créer et distribuer des rentes aux différents groupes d'intérêt qui constituent l'assise de son pouvoir. « A travers cette distribution l'Etat dilapide les ressources, fausse les mécanismes du marché, accumule les échecs économiques¹⁵ ». La solution est donc de réduire drastiquement le périmètre de l'Etat (réduit à un Etat-gendarme) et de recourir au marché. Outre l'accroissement de l'efficacité économique, ce recours présente l'avantage de rétablir une certaine équité sociale malmenée par le clientélisme.

Le marché vecteur d'équité

Le bouleversement radical de l'orthodoxie en matière de théorie du développement a été grandement facilité car les idées concernant l'efficacité économique ont été accompagnées

¹⁴ Cette expression est d'André Gunder Frank. Voir : *Lumpen-bourgeoisie et lumpen-développement*, Paris, Maspéro, 1971.

¹⁵ « L'attitude des néoclassiques, et par extension des néo-libéraux, vis-à-vis de l'intervention de l'Etat présente une incohérence fondamentale. D'un côté il est habituellement affirmé qu'un Etat du tiers monde peut de façon presque totalement omnipotente fixer une politique répondant à ses objectifs macro-économiques. D'un autre côté, ce même Etat est également décrit comme pratiquement impuissant et incapable d'intervenir de manière rationnelle et efficace sur le plan économique (à moins, bien sûr, qu'il ne suive la politique préconisée par les néoclassiques) », J. Brohman, « Théories du développement : le caractère réducteur du modèle néolibéral », *Problèmes économiques* n° 2446 du 15/11/1995. pp. 1-6.

d'arguments d'équité. Le renouveau néoclassique a incorporé certains acquis de la théorie du « biais urbain », selon laquelle les Etats du Sud ont largement distribué de la rente à leur clientèle, située principalement en milieu urbain. Cette clientèle comprenait généralement les industriels publics et privés, les fonctionnaires, les travailleurs du secteur moderne... Les politiques menées par les Etats ont tendu à favoriser les groupes d'intérêts urbains clientélistes au détriment des paysans et plus particulièrement des producteurs de cultures de rente. En effet, le secteur agricole exportateur a été l'objet de lourds prélèvements de la part de monopsones étatiques¹⁶ et par le biais de taux de change surévalués. La libéralisation devait entraîner une plus grande équité en érodant les privilèges et réduisant les rentes dont bénéficiaient les populations urbaines et permettre ainsi de rétablir les incitations économiques du marché en ville et hors des zones urbaines. Puisque la distribution des revenus était fortement inégalitaire en faveur des populations urbaines, la suppression du biais urbain par le marché devait aboutir à une plus grande équité et permettre de lutter contre la pauvreté.

De l'introversion à l'extraversion

Le renouveau néoclassique s'est également traduit par un changement de paradigme dans le domaine des relations économiques et financières internationales. Au Sud, les stratégies d'introversion ont constitué la norme jusqu'à la crise de la dette du début des années 1980. Conformément aux prescriptions structuraliste inspirées des thèses de Friedrich List¹⁷, la majorité des pays du sud a adopté des politiques protectionnistes pour l'industrie naissante d'import-substitution¹⁸.

Or, au cours de la décennie 1970, de nombreux pays ayant opté pour cette voie de développement ont vu leur processus de développement bloqué. Par contre, des pays

¹⁶ C'était notamment le cas de la Caisse de Stabilisation des Prix des Produits Agricoles (Caistab) en Côte d'Ivoire.

¹⁷ Voir : Monique Anson-Meyer, *Un économiste du développement au XIX^e siècle, Friedrich List*, Grenoble, PUG, 1982.

¹⁸ Les structuralistes contestent l'existence d'effets d'entraînement générés par les relations internationales et par là-même la théorie néoclassique du commerce international et surtout « l'idée irréaliste selon laquelle le commerce des produits de base favorise l'égalisation des prix des facteurs et plus spécialement des salaires ». En fait le commerce international ne fait que renforcer les inégalités existantes entre les pays développés et ceux qui ne le sont pas. G. Myrdal : "Rétrospective sur l'inégalité internationale", in *Les pionniers du développement*, op. cit. p. 165. Myrdal a fait valoir que les effets de "diffusion" de type HOS (qui sont censés permettre la diffusion des avantages des pays riches vers les pays pauvres) peuvent être surpassés par des effets de "retenue" qui entraînent une aggravation des inégalités entre pays riches et pays pauvres. cf: *Rich land and poor*, New York, Harper, 1957.

extravertis comme les nouveaux pays industrialisés d'Asie ont connu une croissance importante et ce, dans un environnement international peu propice.

Les néoclassiques se sont emparés de ce fait pour justifier leurs thèses. Ainsi, Anne Krueger a mis l'accent sur l'accumulation d'évidences concernant la corrélation positive entre la croissance des exportations et la croissance du PIB, concluant que les pays ayant une plus grande ouverture commerciale enregistrent une croissance plus forte au cours du temps¹⁹. Il en découle que pour rétablir la croissance, les pays doivent procéder à une libéralisation commerciale et adopter des stratégies « outward-oriented ».

La création d'élites politiques cosmopolites vassalisées

Le souci de lutter contre le communisme pendant la guerre froide a très tôt fait naître la nécessité pour les Etats-Unis de se créer des amis sûrs dans les pays du Sud. Ainsi, Kennedy lança en direction du Sud et particulièrement de l'Amérique Latine « *une grande Alliance pour le progrès, en réaction à la menace de la révolution cubaine* »²⁰. Cette stratégie a été appuyée par un certain nombre de fondations américaines (Ford, Rockefeller), l'USAID, les universités américaines, des banques ainsi que les institutions de Bretton Woods. Avec la contre-révolution néoclassique qui entérine la primauté de l'économie, les élites du Sud formées aux Etats-Unis, ayant validé leurs acquis par un passage dans les universités de ce pays, dans des institutions internationales, des firmes privées ou des ONG viennent grossir les effectifs du réseau international néo-libéral. De plus, avec le mouvement de mondialisation des idées néoclassiques, ces élites du Sud acquièrent une expertise internationale qui les met en position de force pour occuper des postes de conseillers ou de diriger eux-mêmes leurs pays respectifs conformément à l'enseignement qu'elles ont reçu²¹. Le résultat a été le remplacement progressif des dirigeants « développementalistes » (inspirés des thèses structuralistes) que l'on peut qualifier de tradition européenne, par des dirigeants dont la légitimation repose sur une expertise néolibérale acquise aux Etats-Unis. Cette mutation qui traduit le changement d'impérialisme va faciliter la diffusion des idées et des politiques néoclassiques au Sud à travers le « Consensus de Washington » imposé par les institutions de Bretton Woods. « *Ce 'consensus' est d'ailleurs d'autant plus facile à exporter que, dans ces négociations, les interlocuteurs locaux appartiennent souvent au réseau des anciens membres de ces organisations. Ils peuvent ainsi remplir aisément de part et d'autre un double rôle*

¹⁹ Voir : Krueger, Anne O. (1998), "Why Trade Liberalisation is Good for Growth," *The Economic Journal*, 108, September, 1513-1522.

²⁰ Yves Dezalay..., op. cit, p. 173.

²¹ On peut parler d'une « dollarisation » du savoir et de l'expertise.

d'informateurs et de conseillers. Ils font endosser au FMI la responsabilité de mesures politiques particulièrement impopulaires, qui se trouvent coïncider avec leurs propres stratégies de pouvoir dans leur champ politique national »²².

La contre-révolution néoclassique apparaît comme le processus par lequel un petit groupe d'intellectuels initialement marginalisés a réussi à conquérir la réalité du pouvoir au niveau international. La facilité avec laquelle s'est déroulé ce processus soulève au moins une question. Certains affirment que les membres de l'école de Chicago étaient initialement marginalisés par leur défaut de capital social. Comment alors expliquer qu'ils aient pu aussi facilement trouver des financements importants auprès du secteur privé (et notamment des banques) et avoir accès aux médias ? Peut-être possédaient-ils un type de capital social non encore inventorié. De plus, la diffusion mondiale du paradigme néoclassique s'est traduite par la création d'élites internationales vassalisées. La question qui émerge est de savoir quel type d'élite se trouve au sommet de la hiérarchie. Enfin, ladite élite, si elle existe, ne pourrait-elle pas être tentée d'instrumentaliser le drapeau américain pour servir ses intérêts propres ?

²² Yves Dezalay..., op. cit, p. 154-155.